

[monde-diplomatique.fr](https://www.monde-diplomatique.fr)

Si les vies se valaient...

Benoît Bréville

4–5 minutes

Au regard du droit international, la situation est limpide : la Russie occupe illégalement son voisin ukrainien, tout comme Israël occupe illégalement son voisin palestinien, ce que les Nations unies ont maintes fois condamné. Tous deux devraient inspirer la même réprobation aux Occidentaux, qui défendent l'idée d'un « *ordre fondé sur des règles* » (*ruled-based order*). Il n'en est rien. Dans un cas, les États-Unis et l'Union européenne se tiennent aux côtés du pays agressé ; dans l'autre, du pays agresseur.

Dès les premiers jours de la guerre, le Vieux Continent a ainsi ouvert grand ses portes à des millions d'exilés ukrainiens, dans un élan d'hospitalité à faire pâlir les réfugiés d'Irak, de Syrie ou d'Afghanistan. Les Ukrainiens « *nous ressemblent*, a justifié un éditorialiste britannique. (...) *Ils regardent Netflix, ont des comptes Instagram, votent lors d'élections libres et lisent des journaux non censurés (1)* ». Nul ne propose d'accueillir les centaines de milliers d'habitants qui voudraient fuir Gaza. Au bout de quarante-quatre jours de bombardements israéliens, le président français Emmanuel Macron a tout juste consenti à recevoir cinquante enfants palestiniens blessés, « *si cela [était] utile et nécessaire* ». Washington et Bruxelles ont riposté à l'invasion russe en prenant

des sanctions draconiennes contre Moscou (embargo sur le pétrole, restrictions commerciales et bancaires, gel des avoirs des oligarques, interdiction à Russia Today d'émettre en Europe...). Des appels au boycott ont visé sportifs, musiciens, cinéastes, écrivains. Des expositions ont été annulées, des concerts déprogrammés. Rien de tel pour Israël. Fondé en 2005, le mouvement Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) plaide, en vain, pour l'adoption de mesures de rétorsion contre Tel-Aviv. Régulièrement taxé d'antisémitisme, il est mis au ban en Allemagne et interdit dans une trentaine d'États américains. En France, il fait l'objet de poursuites judiciaires, tandis que le Canada interdit d'en faire la promotion.

L'inventaire des asymétries n'en finit pas. Alors que les Occidentaux livrent des armes à l'occupé ukrainien, ils en vendent à l'occupant israélien, tout en menaçant de représailles ceux qui soutiendraient militairement les Palestiniens. Le président américain Joseph Biden a qualifié la destruction de l'hôpital de Marioupol de « *honte pour le monde entier* », mais il se tait quand Israël, par ses bombardements et ses blocus, met hors service un tiers des hôpitaux de Gaza. Il a dénoncé le massacre de Boutcha comme un « *génocide* », mais se refuse à appeler à un cessez-le-feu à Gaza, où près de 20 000 personnes sont mortes en moins de trois mois...

Les commentateurs occidentaux ont souvent rapporté les 1 200 victimes du Hamas à une population israélienne de 8 millions d'habitants, calculant que pour un pays de 331 millions d'habitants comme les États-Unis, l'équivalent des tueries du Hamas serait l'assassinat de 50 000 civils, soit « 20 fois le 11-Septembre », pour la France 10 000, soit « 100 Bataclan ». Mais

qu'en serait-il si on comparait également les 20 000 tués de Gaza pour une population de 2,3 millions d'habitants ? En France, cela ferait 580 000 morts. Et pour les États-Unis, environ 2,8 millions, soit davantage que le total cumulé de toutes les guerres de leur histoire, celle de Sécession comprise. Près de 70 % de la population de Gaza a été condamnée à l'exode. Alors, comparons là aussi : l'équivalent donnerait environ 50 millions de Français et près de 200 millions d'Américains...